

## 8. LA GOUVERNANCE DE LA RÉGLEMENTATION

### Gouvernance des régulateurs

On désigne ici sous l'appellation de « régulateurs » les organismes dotés par la loi d'un pouvoir réglementaire afin de concrétiser des objectifs publics tels que la sécurité des aliments, la santé publique ou encore la fourniture d'électricité ou d'eau à des usagers. Ces maillons essentiels de la gouvernance globale d'un secteur, d'un service ou d'une industrie mettent en œuvre des politiques et des textes au service de retombées positives pour la société, l'environnement et l'économie. Il est important de mettre en place des structures de gouvernance adéquates, de bonnes pratiques réglementaires et de bons dispositifs institutionnels pour permettre aux régulateurs d'être performants, mais aussi pour susciter et entretenir la confiance dans les institutions publiques et, plus largement, dans l'état de droit. Il faut donc s'intéresser aux objectifs du régulateur, à ses pouvoirs, à ses obligations en termes de reddition de comptes et à son indépendance à l'égard de toute influence indue.

Les données sur les pratiques de gestion de la réglementation au sein des industries de réseau ont été réunies dans le cadre de la mise à jour, en 2013, de la base de données de l'OCDE sur la réglementation des marchés de produits (RMP) ainsi que dans le cadre d'une enquête menée auprès des régulateurs du secteur de l'eau. La base de données RMP contient des informations sur les structures et politiques réglementaires de l'ensemble de la zone OCDE. Ses données font apparaître des différences au niveau de la structure formelle de gouvernance (*indépendance, responsabilité et champ d'action*) des régulateurs des industries de réseau de la zone OCDE, en fonction des secteurs qu'ils couvrent (électricité, gaz, télécommunications, transport ferroviaire, transport aérien ou encore secteur portuaire). Globalement, de tous les pays membres de l'OCDE, ce sont l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni qui semblent dotés des dispositifs de gouvernance les plus robustes. Sur l'ensemble des secteurs, ce sont les secteurs des télécommunications, du gaz et de l'électricité qui semblent avoir les structures de gouvernance les plus robustes, et c'est le secteur portuaire qui semble le moins bien doté en la matière. Par ailleurs, au sein d'un pays, il tend à y avoir une association positive entre la présence d'une structure de gouvernance relativement robuste dans un secteur et une meilleure gouvernance dans les autres secteurs.

Dans l'ensemble de la zone OCDE, les régulateurs indépendants, c'est-à-dire extérieurs aux ministères et dotés de pouvoirs leur permettant de trancher des contentieux, d'édicter des règles ou d'infliger des sanctions, sont surtout présents au sein des secteurs de l'électricité, du gaz et des télécommunications. Toutefois, au sein de ces secteurs, on trouve davantage de régulateurs appartenant à un ministère (régulateurs ministériels) dans les pays de l'OCDE non européens; cela s'explique essentiellement par l'existence, aux termes du droit européen, de certaines obligations de mettre en place un régulateur indépendant. La description des régulateurs en tant qu'« arbitres » du marché semble rester justifiée, puisque la médiation (84 % des régulateurs) et l'adoption de décisions finales pour les contentieux entre acteurs du marché (85 % des régulateurs) comptent parmi leurs activités ou leurs pouvoirs les plus courants; tel est notamment le cas de l'*Electricity Authority of New Zealand* et de l'*Autorità per le Garanzie Nelle Comunicazioni* italienne (télécommunications). L'adoption de sanctions et de pénalités (67 % des régulateurs) et la mise en application des normes et engagements réglementaires sectoriels (58 % des régulateurs) comptent parmi les activités ou les pouvoirs les

moins répandus. Au rang des régulateurs dotés de tels pouvoirs, on peut citer, aux Pays-Bas, l'*Autoriteit Consument & Markt* (Autorité des clients et des marchés, ACM) et, en France, la Commission de régulation de l'énergie.

Les régulateurs des industries de réseau doivent essentiellement rendre des comptes au gouvernement ou au parlement, et la plupart d'entre eux sont tenus de mettre en place des dispositifs garantissant la transparence : publication de leurs rapports d'activité, de leurs décisions réglementaires, de leurs résolutions et de leurs accords et tenue de consultations publiques. Dans le cas des régulateurs du secteur de l'eau, par exemple, les consultations sont une pratique bien ancrée – tant avec les entités encadrées qu'avec la population dans son ensemble – avant toute décision d'ordre réglementaire. De plus, leurs décisions réglementaires s'appuient généralement sur une évaluation économique des coûts et avantages.

#### Méthodologie et définitions

Les données relatives à la gouvernance réglementaire des régulateurs des industries de réseau dans les domaines de l'électricité, du gaz, des télécommunications, du transport ferroviaire, du transport aérien et des ports ont été recueillies dans le cadre de la mise à jour, en 2013, de la base de données de l'OCDE sur la réglementation des marchés de produits (RMP). Cette base de données est alimentée par un questionnaire de près de 1 400 questions, dont environ 300 portent sur les pratiques de gestion de la réglementation au sein des industries de réseau. Les répondants étaient des coordonnateurs officiels des administrations centrales, et l'ensemble de données a un taux de couverture de 90 %, et de 100 % pour de nombreux pays. Parmi les pays présentant un taux de couverture relativement faible, on peut citer le Japon (35 %), le Luxembourg (46 %) et le Canada (58 %); c'est généralement dû au fait qu'ils n'ont pas apporté de réponses pour les sept secteurs. Les réponses ont été vérifiées par des responsables nationaux et des délégués auprès du Comité de la politique de la réglementation et du Réseau des régulateurs économiques en avril 2014.

Les données relatives aux régulateurs du secteur de l'eau ont été recueillies dans le cadre d'une enquête réalisée entre 2013 et 2014, en étroite coopération avec les régulateurs du secteur de l'eau du Réseau des régulateurs économiques. Cette enquête visait à compléter les informations recueillies sur d'autres secteurs par le biais de la base de données RMP et à offrir la première application sectorielle des Principes de bonnes pratiques pour la gouvernance des régulateurs. Trente-quatre régulateurs de pays membres et non membres de l'OCDE ont répondu à l'enquête.


#### Notes relatives aux tableaux

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

## 8.9. Comment décrire le statut des régulateurs des industries de réseau ? (2013)

	Le régulateur est un organisme indépendant compétent pour trancher des contentieux, édicter des règles ou infliger des sanctions	Le régulateur est un service ou un organisme ministériel	Le régulateur est un organisme indépendant doté d'un rôle purement consultatif	
Industrie de réseau	Électricité	AUS, AUT, BEL, CHL, CZE, DNK, EST, FIN, FRA, DEU, GRC, HUN, IRL, ITA, LUX, MEX, NLD, NZL, NOR, POL, PRT, SVK, SVN, ESP, SWE, CHE, TUR, GBR, ZAF, BGR, HRV, LVA, LTU, MLT, ROM	ISL, JPN, KOR, RUS	ISR
	Gaz	AUS, AUT, BEL, CZE, DNK, EST, FIN, FRA, DEU, GRC, IRL, ISR, ITA, LUX, MEX, NLD, NZL, POL, PRT, SVK, SVN, ESP, SWE, TUR, GBR, IND, ZAF, BGR, HRV, LVA, LTU, MLT, ROM	CHL, HUN, JPN, KOR, NOR, BRA, RUS	
	Télécommunications	AUS, AUT, BEL, CAN, CZE, DNK, EST, FIN, FRA, DEU, GRC, HUN, ISL, IRL, ITA, NLD, NZL, NOR, POL, PRT, SVK, SVN, ESP, SWE, CHE, TUR, GBR, BRA, IND, RUS, ZAF, BGR, HRV, LVA, LTU, MLT, ROM	CHL, ISR, KOR, MEX, NOR	
	Transport ferroviaire	AUS, AUT, DNK, EST, FIN, FRA, DEU, GRC, HUN, LUX, NDL, NOR, POL, PRT, SVK, ESP, SWE, GBR, LVA, ROM	CAN, CZE, ISR, ITA, KOR, MEX, SVN, TUR, BRA, RUS, LTU	BEL, CHE, BGR, HRV
	Transport aérien	AUS, BEL, IRL, ITA, NLD, NZL, NOR, POL, PRT, SWE, GBR, HRV, MLT	AUT, CAN, CHL, DNK, EST, FIN, FRA, GRC, HUN, ISR, KOR, MEX, SVN, CHE, BRA, RUS, ZAF, BGR	ESP
	Ports	AUS, CAN, ITA, KOR, NDL, ZAF, LTU	AUT, CHL, DNK, EST, GRC, ISR, MEX, PRT, SVN, ESP, CHE, TUR, BRA, RUS, BGR, MLT	IND, HRV


Source : Base de données de l'OCDE sur la réglementation des marchés de produits (RMP).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933348453>

## 8.10. Utilisation d'outils de qualité réglementaire par les régulateurs du secteur de l'eau (2014)

Pays	Consultation obligatoire des entités réglementées avant l'adoption d'une décision réglementaire			Consultation publique obligatoire avant l'adoption d'une décision réglementaire			Évaluation économique obligatoire des coûts et des avantages pour justifier une décision réglementaire			Évaluation a posteriori obligatoire des textes en vigueur		
	Systématiquement	Au cas par cas	Non	Toujours	Au cas par cas	Non	Systématiquement	Dans certains cas	Non	Pour tous les textes	Pour certains textes	Pas obligatoire
<b>Australie</b>												
Territoire de la capitale	●			●				●				●
Nouvelle-Galles du Sud	●			●				●				●
Victoria	●			●			●					●
Australie-Occidentale	●			●			●					●
<b>Belgique</b>												
Flandre		●			●			●				●
<b>Chili</b>		●				●		●				●
<b>Estonie</b>		●				●		●			●	
<b>Hongrie</b>		●				●	●					●
<b>Irlande</b>	●			●					●			●
<b>Italie</b>	●				●			●				●
<b>Portugal</b>	●			●				●				●
<b>Royaume-Uni</b>												
Angleterre et Pays-de-Galles		●		●			●					●
Irlande du Nord	●			●			●					●
Écosse	●			●			●					●
<b>États-Unis</b>												
Hawaï			●		●		●					●
Maine	●			●					●			●
Ohio		●			●		●					●
Pennsylvanie		●			●		●					●
Tennessee		●		●			●			●		
Virginie-Occidentale			●		●				●			●
Colombie	●			●					●	●		
Lettonie		●			●		●			●		

Source : OCDE (2014), Enquête sur la gouvernance des régulateurs de l'eau.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933348463>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2015**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2015-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2016), « Gouvernance des régulateurs », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2015-41-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-41-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).